La Grande Relève

FONDÉ EN 1935

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» **V. Hugo.**

N° **1164** - mai 2015

SOMMAIRE :

• **ACTUALITÉ**

page 2 Silence manifeste

Marie-Louise Duboin *dénonce le rôle joué par les grands médias nationaux en passant sous silence les nombreuses manifestations qui ont eu lieu dans le monde entier contre les traités négociés dans le secret et qui visent à donner aux multinationales encore plus de pouvoir.*

page 8 L'aventure grecque

bernard Blavette *tente de comprendre les enjeux de l'épreuve de force qui se déroule en Grèce.*

• **RÉFLEXION**

page 3 Cornélius Castoriadis

François Chatel *rappelle l'essentiel des analyses et propositions d'un lanceur d'alerte, particulièrement proches de celles défendues dans La Grande Relève .*

page 11 Trop, c'est trop, même pour les économistes !

Jean-Pierre Mon *salue l'initiative des économistes qui, contestant les dogmes absurdes, toujours en vigueur, et imposés par la "troïka", ont créé l'INET.*

• **LECTURES**

page 14 Déjà, il y a 80 ans...

Jacques Duboin *dans* ***Kou, l'ahuri*** *dénonçait avec humour cet entêtement des économistes... qui ne le lui ont pas pardonné !*

PRIX en FRANCE 2,20 € **ISSN : 2117-5047** *commission paritaire* N°0418 I 83051

Silence manifeste

Avez-vous remarqué le silence des grands médias nationaux à propos de la journée mondiale du 18 avril dernier contre les traités de libre échange ? Rien à propos des manifestations qui dénonçaient non seulement le secret dans lequel ils sont négociés, par des gouvernements qui devraient se sentir responsables du bien public, mais surtout les menaces que font peser sur les peuples et leur environnement ces traités destinés à donner aux multinationales le droit d'empêcher toute loi qu'elles estimeraient contraires à leurs propres intérêts.

Rien n'en a filtré aux "JT", aucune information les concernant n'est passée entre les multiples annonces, toujours fort détaillées et N fois répétées, de crimes individuels, ça entretient le sentiment d'insécurité, d'informations sur des joueurs de foot, ça entretient leur popularité leur vaut des salaires ahurissants, et de "bonnes nouvelles" du genre : un énorme contrat de ventes d'armes vient d'être signé, ça va créer des emplois !

En France, quelques journaux régionaux ont bien discrètement (photos ci-dessous) évoqué des chants dans la rue. Mais alors que quelque 90 initiatives étaient organisées, rien n'a été publié montrant l'originalité, l'inventivité (photos ci-dessous) dont font preuve, de plus en plus souvent, les citoyens "lanceurs d'alerte".

Alors que c'est ***dans le monde entier*** que des manifestations ont eu lieu quand s'ouvrait à New York le 9ème cycle de négociations du traité transatlantique. En Europe, aux États-Unis, au Canada, en Afrique, dans 750 villes de 46 pays, des citoyens se sont mobilisés contre ces projets de libéralisation du commerce et de l'investissement, et la pétition qui circule (on peut la signer sur www.stop-ttip.org) avait déjà, à cette date, recueilli plus de 1.700.000 signatures, dont 100.000 le dernier mois.

Combien y en aurait-il si les médias avaient rempli leur rôle d'informateurs ?

Leur complicité pour garder secrètes ces négociations a déjà une lourde conséquence : la grande majorité du public en ignore encore tout. Il n'y a donc pas de ces débats qui risqueraient de mener à encore plus de contestation, voire à un refus si, qui sait ? un référendum finissait par être obtenu.

Ainsi aidé, le gouvernement va pouvoir faire voter, sour prétexte de lutte contre le terrorisme, son projet de loi sur la surveillance généralisée qui lui permettra de rendre illégale toute protestation…

M.-L. D.

à Brest, coupure de *Ouest-France* du 19 avril

à Aix en Provence

à Limoges

à Paris

La Marseillaise du 19 avril
«montrait les témoins du mariage de l'UE et des É-U sous l'égide des multinationales»

à La Roche sur Yon

à Lille, etc…

Des voix se sont élevées ou s'élèvent pour dénoncer une organisation sociale dont les piliers économique et politique se dégradent au point de mettre toute la société humaine en péril.
Alors que le bateau prend l'eau de toutes parts, l'équipage qui dirige le navire continue à croire à son invincibilité. L'histoire se répète.
FRANÇOIS CHATEL entreprend ici de rappeler les solutions proposées par ces donneurs d'alerte parfois oubliés, étant souvent mis à l'écart parce qu'ils "dérangent". Il commence par celles de C. Castoriadis :

Cornélius Castoriadis

«Ce qui caractérise l'époque c'est l'absence de projet, d'une poussée dans une direction assumée par la collectivité.»[*1]

[*] Les citations dans cet article sont tirées des œuvres suivantes de Castoriadis :
1,2,12 et 31 : *Fenêtre sur le chaos*, éd. Le Seuil;
3, 5,7-9,11,13-16, 18-28, 30, 32 et 35: *Une société à la dérive*», éd. Le Seuil;
4, 6, 10, 17 : *Qelle démocratie ?* éd. Le Seuil;
29 et 34 : *Les Carrefours du labyrinthe IV, La montée de l'insignifiance,* (1996)
33 : *Post-scriptum sur l'Insignifiance* », entretiens avec Daniel Mermet (1998).

Cornélius Castoriadis (1922-1997) fut l'un de ces «*empêcheurs de tourner en rond*». Co-fondateur et animateur, fin 1945, avec Claude Lefort, de «*Socialisme ou Barbarie*», groupe qui fut une tendance du Parti Communiste Internationaliste (PCI, adhérant à la IVe Internationale) avant de devenir autonome dès 1948 : «*il fallait choisir entre rester marxiste et rester révolutionnaire*». Il travailla dès 1948 comme économiste à l'OECE (puis l'OCDE). Il s'intéressa à l'épistémologie, l'anthropologie, la politique, l'économie, l'histoire, et encore la philosophie, voire la psychanalyse, il exercera en tant qu'analyste à partir de 1973. En 1980, il fut nommé directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS).

IL CONDAMNE

Castoriadis a condamné le capitalisme qu'il définit comme une orthodoxie conduisant à la catastrophe. Mais sa critique n'épargne pas, en raison d'une longue expérience de militant, le communisme bolchevique qu'il compare à une dictature d'État, et le marxisme qui considère le travail comme naturel, élève la technique productiviste au rang d'objectif de toute société humaine et donne un sens déterministe à l'histoire. Il en déduit que ces mouvements se résument à la lutte de la société contre l'individu. «*D'un côté, le libéralisme avec l'imaginaire du progrès indéfini, d'un autre côté, le marxisme proclamant l'inévitabilité d'une révolution qui instaurerait une société où l'homme pourrait maîtriser rationnellement ses rapports avec ses semblables et avec la nature. Les deux projets se sont effondrés car ils sont intrinsèquement absurdes; les deux expriment l'imaginaire d'une maîtrise et domination rationnelles sur la nature et sur la société, les deux s'appuient explicitement sur le fantasme de la toute-puissance de la technique.*»[2] Le mot socialisme, qui pourtant «*a toujours signifié la suppression de l'exploitation et de l'oppression, l'élimination de la domination de tout groupe social particulier, la destruction des institutions (économiques, politiques, culturelles) qui instrumentent ces rapports de domination*»[3], a tellement été galvaudé qu'il en conseille le remplacement par "société autonome", dont il présente les structures. Il préconise de construire réellement les conditions appropriées à l'obtention d'hommes libres et égaux, véritables citoyens votant les lois grâce à la mise en place d'une démocratie directe. Aujourd'hui, dans la société capitaliste néo-libérale, il fait remarquer que l'idéal de liberté et d'égalité n'est vrai que pour 5% de la population privilégiée, les autres vivant dans un monde où le conditionnement justifie la concurrence, la hiérarchie, le travail, le salaire, la consommation et le bonheur par la possession d'objets. Les forces productives devaient y instaurer la démocratie, le bonheur général, mais jusque là il s'agit de se plier aux exigences requises et à la loi des experts. «*L'Europe occidentale contemporaine, comme tout l'Occident, est caractérisée par l'évanescence du conflit politique et social, la décomposition de la société politique morcelée entre lobbies et dominée par les partis bureaucratisés, la propagation de l'irresponsabilité, la destruction accélérée de la nature, des villes et de l'ethos humain, le conformisme généralisé, la disparition de l'imagination et de la créativité culturelle et politique, le règne dans tous les domaines des modes éphémères, des fast-foods intellectuels et du n'importe quoi universel. Derrière la façade d'institutions "démocratiques" et qui ne le sont que de nom, les sociétés européennes sont des sociétés d'oligarchie libérale où les couches dominantes s'avèrent de plus en plus incapables de gérer leur propre système dans leur intérêt bien compris*»[4]. D'où l'imposture : le peuple n'y sera jamais souverain, et pour ce qu'on appelle "progrès économique", il sera seulement réduit

à un rôle économique de producteur et de consommateur. Pour reprendre un terme de Castoriadis, l'individu y est "privatisé", c'est-à-dire qu'il *«poursuit de petites jouissances dans un monde qui est …sans aucun projet…sauf son petit bien-être individuel, ce que j'appelle l'onanisme consommationniste et télévisuel»*[5]. *«Le capitalisme semble être enfin parvenu à fabriquer le type d'individu qui lui "correspond" : perpétuellement distrait, zappant d'une "jouissance" à l'autre, sans mémoire et sans projet, prêt à répondre à toutes les sollicitations d'une machine économique qui de plus en plus détruit la biosphère de la planète pour produire des illusions appelées marchandises»*[6]. Le travail a été élevé au rang de religion : qu'importe l'activité et son sens, du moment qu'il s'agit d'un emploi. Comme hier, il suffit de croire et d'aller à la messe.

IL REMET EN QUESTION

La reprise en mains de son destin par l'homme, son autogestion, passe par la libéralisation de l'économie qui revient à la relégation aux oubliettes de l'hétéronomie de la "main invisible", de la concurrence instituée, de la dictature des marchés financiers et de la monnaie, sans oublier l'idéologie de la techno-science. *«Il est clair qu'une société démocratique est incompatible avec l'énorme concentration du pouvoir économique qui existe aujourd'hui. Il est tout aussi clair qu'elle est incompatible avec une pseudo-planification bureaucratique»*[7]. Castoriadis ne cesse de répéter que la démocratie est impossible sans une rupture avec le capitalisme. Une société autonome n'est pas une société capitaliste. Dans la société autonome il faut une souveraineté du consommateur (non pas être libre de choisir entre les biens mis en vente, mais être libre de décider ce qu'il faut vendre et même produire).

Chez Castoriadis, la liberté étant par définition un des piliers de la personne humaine, il s'ensuit que l'organisation sociale ne peut être régie que par une véritable démocratie, c'est-à-dire directe. *«L'objet de la politique… c'est la liberté»*[8]. Pour lui, *«la représentation est un principe étranger à la démocratie… Dès qu'il y a des représentants permanents, l'autorité, l'activité et l'initiative politiques sont enlevés au corps des citoyens pour être remises au corps restreint des représentants, qui en usent de manière à consolider leur position et à créer des conditions susceptibles d'infléchir de bien des façons l'issue des prochaines élections. La prétendue représentation est une comédie, les représentants ne représentent pas le peuple, mais une oligarchie»*[9]. La démocratie représentative n'est que le pouvoir des partis et les décisions se prennent en coulisse suivant des transactions, des marchandages liés au pouvoir mais desquels le citoyen lambda est exclu.

IL PROPOSE

Le véritable citoyen ne peut acquérir l'autonomie nécessaire que par une éducation appropriée par une communauté consciente d'éviter toute hétéronomie. La prise de conscience par chacun de son appartenance sociale, de son intérêt à coopérer pour atteindre la meilleure situation de bien-être pour le cours de sa vie, l'amène à comprendre l'obligation de l'égalité et de choisir d'abandonner une partie de son indépendance pour se soumettre à des lois, les mêmes pour tous, dont l'élaboration est le produit de l'opinion de tous. Comme toutes les opinions se valent dans une société libre, la décision à la majorité apparaît comme la plus logique. C'est à cette condition que les hommes peuvent être libres ensemble.

Dans notre vaste monde, comment concrètement peut fonctionner une telle démocratie ? Castoriadis s'appuie sur l'exemple de la Grèce antique (entre le VIIIème et le Vème siècles av. JC) et octroie le pouvoir législatif au peuple des citoyens éduqués à l'autonomie et à la coopération. Il rejette ainsi l'argument selon lequel il est absurde d'exiger l'égalité politique des citoyens puisqu'ils ne seraient pas capables d'exercer une telle responsabilité. Il affirme que la responsabilisation dépend des responsabilités que l'on a, autrement dit, que c'est en exerçant le pouvoir politique à égalité avec les autres que chacun peut acquérir la capacité de l'exercer; et qu'à l'inverse, la dépolitisation résulte de la déresponsabilisation induite par l'absence de participation effective aux décisions qui concernent la collectivité. Les citoyens établissent les lois et rendent la justice, l'exécutif étant attribué à des candidats triés et tirés au sort et révocables à tout moment. Le tirage au sort est pratiqué pour toutes les fonctions politiques qui n'exigent aucune compétence particulière. C'est la seule manière d'éviter que les affaires publiques soient aux mains de spécialistes et cela conduit à faire en sorte que chacun sache gouverner et être gouverné. *«Une collectivité autonome a pour devise et pour autodéfinition : nous sommes ceux qui avons pour loi de nous donner nos propres lois»*[10]. Il ne peut ainsi exister d'État souverain séparé de la société, on a ce qu'il appelle *une communauté politique*. L'idée d'un État séparé de la société eût été incompréhensible pour un Grec, note-t-il, précisant que les tâches administratives étaient laissées à la charge d'esclaves supervisés par des citoyens magistrats généralement tirés au sort. La réalisation des grands projets, débattus et décidés par les citoyens, est confiée à des experts élus et révocables. Il précise que les spécialistes doivent être au service des gens et non participer à leur asservissement. Il parle d'une société formée de petites unités auto-gouvernées de 10 à 30.000 citoyens souverains. La coordination entre ces unités pourrait s'effectuer, propose t-il, par l'élection de délégués de même révocables.

IL PRÉCISE

Or, d'après Castoriadis, pour que la liberté et l'égalité politiques des citoyens soient assurées, il est essentiel que la liberté et l'égalité économiques soient effectives. Ce qui dans une société capitaliste malade de productivisme et hiérarchisée en classes

ne peut être réalisé. «*On ne peut pas être esclave du travail 5 à 6 jours par semaine et libre le dimanche*»[15] (note : cette liberté qui va disparaître). «*L'égalité économique se justifie pour deux raisons : la première est… que dès qu'il y a des inégalités économiques, l'égalité de participation au pouvoir politique devient un leurre. Mais surtout, l'essentiel pour qu'il y ait un renouveau politique, pour qu'il y ait vraiment une nouvelle marche vers une société autonome, c'est la destruction de la mentalité économiste… qui s'instrumente essentiellement dans la psychologie des individus par l'inégalité des revenus : j'ai plus que toi, je tâcherai d'avoir encore plus, etc…*»[12].

Castoriadis est favorable à l'argent et au marché, inventions "géniales" bien antérieures au capitalisme, comme moyens précieux de socialisation de l'économie dans une société complexe. Cependant, si pour lui la monnaie a un rôle d'étalon général pour les prix, celui du marché reste un déterminant pour établir la quantité et la qualité des biens à produire, mais non pour définir l'investissement global et les dépenses publiques qui doivent rester sous le contrôle des décisions politiques, être l'objet de débats citoyens. «*…il ne peut pas y avoir une société complexe sans des moyens impersonnels d'échange. La monnaie remplit cette fonction…Que l'on retire à la monnaie l'une de ses fonctions dans l'économie capitaliste, celle d'instrument d'accumulation individuelle des richesses et d'acquisition de moyens de production… j'ai dit que la société socialiste sera la première société où il y aura un véritable marché, parce que le marché capitaliste n'est pas un marché*[13]. *…et pas seulement une liberté mais une souveraineté du consommateur… par ce vote quotidien que sont ses achats et où chaque vote vaut celui des autres*»[14]. Il ajoute qu'il n'existe pas de contradiction entre le marché et la planification, mais il faut des décisions d'ordre général sur deux points au moins : la distribution du revenu national entre consommation et investissement, et la part respective de la consommation privée et de la consommation publique. Là-dessus, il faut des propositions, des débats, une décision collective. De même, sa défense d'un projet de société autonome passe aussi par la suppression du marché du travail, puisque «*maintenir une hiérarchie des salaires et des revenus, c'est maintenir toutes les motivations du capitalisme, de l'Homo œconomicus*»[15].

Dans la foulée, Castoriadis ne peut concevoir l'égalité économique sans la suppression de la propriété privée, non de l'outil de travail ou des objets personnels, mais celle, contraire aux valeurs de la démocratie, relative au capital. Ce qui ne l'empêche pas d'écarter toute nationalisation de la production car il est opposé à toute centralisation du pouvoir et du gouvernement. «*La possibilité effective pour tous de participer au pouvoir exclut, selon moi, qu'un individu ou qu'un groupe d'individus, soit seul propriétaire d'usines qui sont le pain de deux cent mille ouvriers. Cela me parait incompatible. C'est à la collectivité de décider… Des entreprises importantes, ce sont des lieux de pouvoir tout autant politique qu'économique*»[16]. Partisan convaincu de la prééminence de la politique sur l'économie, il prône, à l'inverse de la situation actuelle où domine l'intérêt des multinationales, la souveraineté des citoyens-consommateurs, sur la production des biens et services, cette dernière étant déterminée suivant les besoins exprimés. Aujourd'hui, il aurait certainement ajouté le critère environnemental comme déterminant pour les choix de production.

IL EXPLIQUE

Il prédit la chute du modèle occidental provoquée par la caducité de sa raison d'être originelle qui est d'une part, l'expansion illimitée d'une prétendue maîtrise rationnelle sur le tout, nature aussi bien qu'êtres humains, et d'autre part, la signification de l'autonomie individuelle et sociale.

La première se traduit par un délabrement de l'environnement et du climat, détruisant l'aspiration au bien-être, la seconde par un détournement fallacieux dont le responsable est le capitalisme ; le projet d'autonomie et de véritable démocratie se transformant en individualisme infantilisant et en oligarchie politiquement réactionnaire. À son avis, le capitalisme correspond à la décadence de la civilisation occidentale et son abandon, par un réveil des peuples, s'il se produit, marquera un tournant décisif devant aboutir à une véritable société autonome optant pour la souveraineté populaire et non nationale. «*les "crises de fonctionnement" d'une société ne peuvent pas être considérées comme décisives en elles-mêmes. Elles peuvent être l'occasion et le terrain d'une révolution institutionnelle, ou d'une "auto-réparation" réformatrice du régime institué ; comme elles peuvent être des moments - et, certes, des nœuds d'accélération - d'un processus de décomposition qui, dès lors, doit être vu comme ayant son origine véritable ailleurs : dans l'agonie des significations imaginaires instituées, et dans l'incapacité de la société considérée d'en créer de nouvelles*»[17].

Paradoxalement, le système capitaliste doit sa survie, jusqu'à présent, à la lutte ouvrière, car sans elle, il devient incontrôlable et va à sa perte en raison de la surproduction. En témoigne la grève du zèle. Si les directives productivistes du capitalisme sont appliquées, les usines s'arrêtent. C'est grâce aux augmentations des salaires, qui se répercutent sur la consommation, et à la réduction du temps de travail, qui absorbe les gains de productivité, que le capitalisme s'en est sorti après les reconstructions d'après-guerres, c'est-à-dire jusqu'aux années 90. Depuis, la fin des luttes ouvrières, le recul du mouvement syndicaliste et les mesures néo-libérales minent le système et cette situation dévoile actuellement le vrai visage du capitalisme, malgré les tentatives pour maquiller l'irresponsabilité et la corruption. Mais «*le mouvement ouvrier a adopté un modèle d'organisation qui est le modèle capitaliste, et les* ● ● ●

significations capitalistes : hiérarchie, spécialisation, division des dirigeants et des exécutants»[18].

De toute façon, fait-il remarquer, l'énorme succès du capitalisme qui s'appuie sur une destruction irréversible des ressources biologiques, ne peut durer. «*Il y a une sorte de barrière contre laquelle on est précipités à toute vitesse*»[19]. Il s'inquiète de l'obstination de nos dirigeants à maintenir le cap vers une croissance perpétuelle qui signifie la destruction inexorable de l'environnement. Il ne voit pas de solutions proposées en dehors de celles, fallacieuses, des grands courants de pensée que sont le capitalisme et le marxisme, adeptes invétérés de l'augmentation des forces productives. L'abandon de cette idéologie ne peut voir le jour, à son avis, que par un changement d'imaginaire chez l'ensemble des hommes et des femmes. «*Un individu seul, ou une organisation, ne peut, au mieux, que préparer, critiquer, inciter, esquisser des orientations possibles*[20]. *Aujourd'hui l'homme est toujours, ou plus que jamais, l'ennemi de l'homme, non seulement parce qu'il continue autant que jamais à se livrer au massacre de ses semblables, mais aussi parce qu'il scie la branche sur laquelle il est assis : l'environnement*»[21].

Sans réaction de sa part, «*l'humanité risque fort de se retrouver avec un régime totalitaire*[22]. *La société est dominée par une course folle, définie par ces trois termes : technoscience, bureaucratie, argent. Si rien ne l'arrête, il pourra de moins en moins être question de démocratie*[23]. *On ne se demande plus s'il y a des besoins à satisfaire, mais si tel exploit scientifique ou technique est réalisable. S'il l'est, il sera réalisé et l'on fabriquera le besoin correspondant. Les conséquences latérales ou les retombées négatives sont rarement prises en compte*»[24].

À propos des relations difficiles dans le monde et de la montée des extrémismes, Castoriadis interpelle: «*Comment une telle société vouée au culte de la consommation et au zapping télévisuel peut-elle espérer corroder la crispation sur des identités religieuses ? Des citoyens apathiques, recroquevillés sur leur petit monde privé, laissant le pouvoir aux oligarchies politiques, économiques, culturelles, aux appareils des partis et des médias, ne fournissent pas des exemples à imiter ou des incitations à réfléchir à des peuples en quête d'avenir*»[25].

IL REDÉFINIT LA POLITIQUE

Si le mouvement révolutionnaire doit se reformer autour de ces deux thèmes, liquidation du capitalisme afin de sauver l'environnement et conquête de l'autonomie individuelle et sociale, il doit rester indépendant de l'existence d'un parti politique toujours susceptible d'une dérive bureaucratique et d'une volonté d'accaparement du pouvoir. Cette analyse résulte du parcours de militant de Castoriadis. Pour lui, les partis sont des organisations bureaucratiques dirigées par des groupes cooptés qui n'envisagent que la conquête du pouvoir au détriment de la liberté politique individuelle qu'ils proclament. Ils ne font que du «*marketing politique*». Aujourd'hui, dit-il, la querelle droite-gauche n'est qu'une mascarade de pluralisme, laissant croire au peuple que différentes solutions politiques sont disponibles, alors qu'elles ne servent que la dictature de la pensée unique libérale. «*Les partis politiques sont plus un frein qu'un moyen de développer les mouvements de création sociale… Ils prétendent avoir trouvé le point archimédien pour la transformation de la société, à savoir : il faut s'emparer de l'appareil d'Etat, nationaliser (pour ceux de gauche) et tout le reste va suivre… Ce sont des organisations qui, indépendamment des intentions et des idées des individus qui les composent, sont destinées à diriger, à gérer de l'extérieur et par en haut.*» La solution viendra «*d'une activité politique nécessairement collective… autogérée, autogouvernée*». D'où le problème à résoudre, «*infiniment plus important que les discussions sur "l'Union de la gauche"*[26]. *Mai 68… a révélé et rendu visible pour tous quelque chose de fondamental : le lieu véritable de la politique n'est pas celui que l'on croyait être. Le lieu de la politique est partout. Le lieu de la politique, c'est la société*[27]. *Les constitutions modernes commencent par des déclarations des droits dont la première phrase est soit un credo théologique, soit une analogie : "La nature a ordonné que…, ou Dieu a ordonné que…." Par comparaison, les lois athéniennes recèlent un élément d'une profondeur indépassable : elles commencent toujours en disant : "Edoxe tè boulè kai tô dèmô" = "Il a semblé bon, telle a été l'opinion bien pesée du Conseil et du peuple que…", puis suit le texte de la loi. Cet edoxe est fantastique, c'est vraiment la pierre angulaire de la démocratie. Nous n'avons pas de science de ce qui est bon pour l'humanité, et nous n'en aurons jamais.*»[28]

IL INVITE A DÉCOLONISER L'IMAGINAIRE

En philosophe et psychanalyste, il préconise, pour la réussite de tout mouvement révolutionnaire, de «*décoloniser notre imaginaire*», que l'homme occidental s'engage dans une profonde analyse du passé, des conditions particulières et traumatisantes qui l'ont amené à l'état d'esprit, néfaste pour l'environnement et pour lui-même, dont il est affublé. Celui-ci a tout intérêt à prendre conscience de la manipulation dont il est victime, autant par le contenu de son psychisme que par le conditionnement extérieur, dans cette société vouée exclusivement à la production et à la consommation, avant de se lancer dans une reconstruction de cette société et à un retour aux valeurs initiales basées sur l'amélioration de la qualité de l'être. «*L'individu n'est, pour l'essentiel, rien d'autre que la société. L'opposition individu/société, prise rigoureusement, est une fallace totale. L'opposition, la polarité irréductible et incassable, est celle de la psyché et de la société. Or la psyché n'est pas l'individu ; la psyché devient individu uniquement dans la mesure où elle subit un processus de socialisation – sans lequel d'ailleurs ni elle ni le corps qu'elle anime ne sauraient survivre un instant*»[29]. Jusqu'à présent, nous dit Castoriadis, quelle théorie politico-économique s'est débarrassée du «*fétichisme de la marchandise*»? Notre civilisation, dit-il, a besoin d'un nouvel imaginaire au-delà de la maîtrise rationnelle comme le sens du bien commun et de

la communauté, la maîtrise par la politique de la production, de la distribution et de la consommation, le retour du don ou service civil, et surtout la priorité de la question pourquoi avant celle du comment. Chaque société, affirme-t-il, est un système d'interprétation du monde. Vouloir changer une société, c'est s'attaquer à son imaginaire, à son mythe, à sa théorie. «*La théorie comme achevée est un phantasme. Comme pour tous les phantasmes, l'idée de l'abandonner n'apparaît comme insupportable qu'aussi longtemps qu'on en reste prisonnier. Loin de nous laisser aveugles et muets, cet abandon libère au contraire notre activité d'élucidation*»[30]. Il désigne ainsi la philosophie, l'éducation, l'autonomie et la démocratie comme les quatre piliers de la nouvelle société. Ces piliers sont tous reliés entre eux : ainsi, la démocratie réelle possède une vertu éducative pour le citoyen, il y apprend à gouverner, à se responsabiliser, à participer activement aux affaires de la société. Par son rôle reconnu, il devient motivé à l'apprentissage de l'économie, de l'organisation sociale, de l'histoire, etc. Il n'y a pas de science de la politique ou du gouvernement. Il n'existe pas de lois de l'Histoire, déterminées telles des lois physiques. Il souhaite que la nouvelle société s'engage dans la création d'êtres épris de sagesse et de beauté, aimant le bien-commun. Il recommande la *philia* d'Aristote, ce «*lien que nouent l'affection et la valorisation réciproques. Et sa forme suprême ne peut exister que dans l'égalité, laquelle, dans la société politique, implique la liberté, soit ce que nous avons appelé autonomie*»[31]. Il rappelle la recommandation des philosophes de la Grèce antique à propos de la liberté : elle est l'action, le mouvement, l'engagement, mais ne peut exister sans la conscience des choses à ne pas faire, sans l'auto-limitation, «*non seulement dans les règles de conduite intrasociale mais dans les règles que nous adoptons dans notre conduite à l'égard de l'environnement*[32]. *Non pas interdire, au sens répressif. Mais savoir qu'il y a des choses qu'on ne peut pas faire ou qu'il ne faut même pas essayer de faire ou qu'il ne faut pas désirer*»[33].

IL HARANGUE LE PEUPLE

Ces philosophes ont répandu l'idée selon laquelle la meilleure des vies est la présente, ce qui, en libérant la pensée, permet la remise en question permanente des lois, des institutions et des croyances, d'évoluer vers l'autonomie. «*L'épreuve de la liberté est indissociable de l'épreuve de la mortalité. Un être ne peut être autonome s'il n'a pas accepté sa mortalité. Une vraie démocratie, qui s'auto-institue, qui peut toujours remettre en question ses institutions et ses significations, vit dans l'épreuve continue de la mortalité virtuelle de toute signification instituée. Ce n'est qu'à partir de là qu'elle peut créer des "monuments impérissables", démonstration pour tous les hommes à venir de la possibilité de créer la signification en habitant le bord de l'Abîme. Or il est évident que l'ultime vérité de la société occidentale contemporaine est la fuite éperdue devant la mort, la tentative de recouvrir notre mortalité, qui se monnaie de mille façons*[34]... *Le projet socialiste est projet de création d'une nouvelle forme de société… Or nous devons comprendre que nous ne pouvons pas fuir notre responsabilité quant à l'institution de la société que nous voulons… Nous voulons l'égalité, la liberté, la justice… Penser que les lois de l'Histoire garantissent l'avènement d'une société juste est une absurdité. Penser que l'on pourrait définir une fois pour toutes ce qu'est une société juste, et démontrer qu'une société juste est plus "rationnelle" qu'une société injuste, est privé de sens*»[35]. En conséquence, si nous voulons une autre société, à nous, le peuple, de l'inventer et de l'imposer. À nous, individuellement, répète Castoriadis, de comprendre que, contrairement aux mystifications répandues par le libéralisme, notre destin est radicalement solidaire de celui de tous les autres, que nous appartenons à la même planète et qu'avec nos semblables nous sommes en train de la détruire.

ET L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ?

Si à *La Grande Relève*, nous avons choisi d'exposer les thèses de Cornélius Castoriadis, c'est d'abord parce qu'elles rejoignent les préconisations et les recommandations qui occupent les pages du journal : démocratie directe, défense de l'environnement, critique de la croissance à tout prix, priorité de l'être sur l'avoir, autonomie individuelle, danger de l'imaginaire occidental, etc…, et ensuite parce que ces propositions et ces réflexions issues de celles de Jacques Duboin permettent à ceux qui les défendent, et à tous ceux qui militent pour une nouvelle constitution, d'y trouver assise et références. La pensée de Cornélius Castoriadis apporte en effet une justification, une résonance toute particulière à l'économie distributive comme support indispensable à l'instauration d'une démocratie réelle, à cette société autonome comme la dénomme l'auteur, à la sortie de l'impérialisme économique, à la promotion de la "décolonisation de l'imaginaire". Associées, les thèses de C. Castoriadis et de J. Duboin forment un ensemble révolutionnaire plus que jamais actuel.

Seules, aujourd'hui, les propositions de l'économie distributive, en libérant l'individu de toute subordination à l'ignoble salariat par l'attribution d'un revenu universel égalitaire garanti, et par l'utilisation d'une monnaie évanescente qui s'élimine à l'achat d'un objet ou d'un service rendant impossible le prêt à intérêt, répondent aux recommandations de Cornélius Castoriadis pour permettre à chacun de s'engager à responsabiliser ses choix en tant que citoyen autonome.

François CHATEL

Il est toujours périlleux de commenter à chaud l'histoire en train de s'écrire. Pourtant l'épreuve de force qui se déroule actuellement en Grèce revêt une telle importance que l'on saurait difficilement se passer de tenter de comprendre les enjeux de la confrontation, la nature et les buts des forces en présence. Dans le texte ci-dessous, BERNARD BLAVETTE a cette ambition, tout en gardant à l'esprit que l'histoire a plus d'un tour dans son sac pour nous étonner et emprunter les chemins les plus inattendus.

L'aventure grecque

La Grèce, ce gros rocher brûlé par le soleil aux confins de l'Europe et de l'Asie, semble étrangement voué à connaître un destin qui la dépasse largement. Déjà, il y a plus de 2000 ans, des législateurs audacieux (Solon, Dracon, Clisthène…) conçoivent les principes éthiques et moraux qui devaient donner naissance à ce que nous nommons aujourd'hui l'État de droit et amorcer la quête, toujours renouvelée, de la démocratie. Des penseurs hors du commun fondent la philosophie, la recherche de la sagesse, et différentes écoles (l'Académie de Platon, le Lycée d'Aristote, le Portique de Zénon fondateur du stoïcisme…) débattent, s'enrichissent réciproquement, dans un dialogue dont notre époque peine à concevoir l'ampleur, et dont l'écho raisonne plus que jamais à nos oreilles. C'est ce que de nombreux historiens et philosophes ont qualifié de "Miracle grec".

Aujourd'hui, la Grèce se retrouve à nouveau dans l'axe du collimateur, sur un point cathartique* où se décide probablement l'avenir du continent européen et peut-être même le destin de la mondialisation néo-libérale. L'arrivée au pouvoir de Syriza, ce parti pratiquement inconnu il y a deux ou trois ans à peine, et largement porté par "la base" comme Podémos en Espagne, sera probablement considéré dans le futur comme l'un de ces déclics, de ces évènements clef, autour desquels l'histoire bascule, les passions se déchaînent. Il suffit parfois du battement d'aile d'une libellule pour libérer un tremblement de terre.

* *La catharsis (en grec κάθαρσις) signifie purification. La catharsis est l'épuration des passions par le moyen de la représentation dramaturgique.*

L'OLIGARCHIE N'ACCEPTE PAS

Car pour l'oligarchie dominante, une ligne rouge a été franchie en Grèce. L'inacceptable vient de se produire : le peuple grec a porté au pouvoir un parti qui prétend contrevenir au carcan du Traité de Lisbonne, remet en question la légitimité d'une large part de la dette grecque, faisant ainsi obstacle à la construction d'une l'Europe néo-libérale.

Pour l'oligarchie il y a là un défi à relever.

Si l'on veut comprendre l'attitude intransigeante des forces dominantes, il faut remonter quelques dizaines d'années en arrière lorsqu'après la fin de la Seconde Guerre Mondiale, les grands empires coloniaux, notamment français et britannique, se disloquent et les pays colonisés accèdent à l'indépendance. Il faut alors trouver de nouveaux moyens pour assurer la domination des grandes puissances sur des territoires riches en matières premières stratégiques : on recourra massivement à la corruption des élites, qui permettra de mettre en place des gouvernements fantoches à la solde des intérêts dominants. Et ce scénario se déroulera dans la quasi-totalité des pays d'Afrique et d'Amérique du sud. Les quelques personnalités qui refuseront de se soumettre seront carrément éliminées. À cet égard l'assassinat le 17 janvier 1961 de Patrice Lumumba, Président élu de la République Démocratique du Congo (ancien Congo belge), orchestré par la Belgique et la CIA, est un exemple paradigmatique. Quelques années plus tard la liquidation de Salvador Allende au Chili prend place dans le même contexte.

LA NOUVELLE ARME

Et à partir des années 1980 fut imaginée l'arme de la dette[1]. Les pays pauvres de la périphérie vont alors être poussés à s'endetter, ce qui confèrera aux créanciers, les pays riches du nord, la quasi maîtrise de l'économie des anciennes colonies. À cette même époque la "Révolution conservatrice"[2] initiée par les économistes de l'École de Chicago et mise en œuvre par Ronald Reagan et Margareth Thatcher prend son envol, la mondialisation néo-libérale se met en place et confère peu à peu la réalité du pouvoir à des instances non élues: OMC, FMI au niveau mondial, Commission, BCE, en Europe.

Après avoir soumis les pays pauvres de la périphérie, l'oligarchie, dévoilant ainsi son caractère insatiable, s'attaque maintenant au noyau dur des pays riches du centre dont les peuples ont su, à travers des luttes étalées sur près de deux siècles, conquérir des droits et un niveau de confort inégalés dans l'Histoire. La propagande se déchaîne alors pour placer sur un piédestal la figure de "l'entrepreneur héroïque", ce conquérant moderne qui, doté

d'une imagination sans limite, prenant tous les risques, consacre sa vie à l'argent et au pouvoir qu'il confère, se complait dans l'étalage de sa richesse largement dévoilé dans les magazines "people" : le yacht de Bolloré est-il plus grand que celui de Tapie ? La question mérite d'être posée et fait débat dans les chaumières. Simultanément, les grands médias n'ont pas de mots assez durs pour stigmatiser ceux qui "s'accrochent" aux «*avantages acquis*» et se méfient des «*réformes*» visant à «*moderniser la protection sociale*». L'oligarchie applique strictement la vieille formule qui a toujours fait ses preuves «*Tout ce qui m'appartient n'est pas négociable, mais tout ce qui est à toi doit être discuté*». En parallèle, la multitude est anesthésiée par la consommation de masse, comme autrefois on achetait les "*nègres*" avec de la verroterie : la dernière tablette, le nouveau jeu vidéo «*dont tu es le héros*», une semaine de rêve sur une île paradisiaque…

Bien sûr, le peuple grec n'échappera pas à cette fascination pour la marchandise. Et la grande crise de 2008, paradoxalement une divine surprise pour l'oligarchie, va permettre d'accélérer le processus de destruction des droits, de mise à mal de la démocratie, en creusant les déficits publics, en soumettant plus que jamais les peuples des pays riches au talon d'acier de la dette.

En France la "loi Macron", récemment votée, n'est que l'aboutissement provisoire de ce processus. Ainsi la main gauche de l'État, celle qui est censée se préoccuper de l'intérêt général, se trouve fortement affaiblie, tandis qu'à la faveur d'attentats fort bienvenus, sa main droite, celle qui dispose du monopole de la violence légale, va se trouver renforcée par «*la loi renseignement*» qui sera probablement votée à l'Assemblée Nationale le 4 mai prochain. La "loi Macron" et la "loi renseignement" s'équilibrent admirablement : l'une poursuit la destruction des droits sociaux, l'autre criminalise d'éventuelles protestations…

Il ne faudrait pourtant pas imaginer que nous avons à faire à un complot planifié, ourdi de longue date ; le capitalisme, dans sa version néo-libérale, est par essence incapable de toute prévision sur le long terme : par contre, il possède une remarquable capacité à saisir les opportunités qui se présentent pour les retourner à son avantage.

Face à cette lame de fond inexorable, on trouve donc un petit pays, la Grèce et un petit parti, Syriza. L'oligarchie ne peut accepter la poursuite et la réussite, même partielle, de l'expérience grecque : elle risquerait de faire des émules, surtout avec les élections espagnoles qui se profilent et la victoire possible du nouveau parti Podemos, proche de Syriza.

L'INTRANSIGEANCE

Car ce qui se joue aujourd'hui en Grèce et peut-être demain en Espagne, ce n'est rien moins que l'avenir du capitalisme néo-libéral comme projet politique et sociétal. Si Syriza et Podemos parvenaient à incarner une alternative crédible au système dominant, il s'agirait d'un séisme politique de première grandeur susceptible de pulvériser le fameux «*There is no alternative (TINA)*» de Margaret Thatcher. Syriza doit donc impérativement échouer, ses dirigeants humiliés, comme le furent en leur temps Alexandre Dubcek et ses collaborateurs lors de l'écrasement du «*Printemps de Prague*». La similitude entre l'attitude des pays du pacte de Varsovie, menés par l'URSS, et l'Union Européenne, de plus en plus dominée par l'intransigeance allemande, est frappante.

Dans les deux cas il faut faire un exemple susceptible de marquer les esprits, de décourager toute dissidence par rapport à la doctrine officielle imposée.

L'oligarchie irait-elle jusqu'à sortir de la légalité, soutenir une forme plus ou moins larvée de coup d'État pour éliminer Syriza ? L'hypothèse n'est pas à exclure. L'universitaire Stathis Kouvelakis, membre du Comité central de Syriza, interviewé récemment sur Médiapart par le philosophe Alain Badiou, déclarait ne pas être totalement sûr de la police et de l'appareil judiciaire largement infiltré par le parti d'extrême droite Aube Dorée. Or pour Syriza prendre le pouvoir ne suffit pas, il faut aussi «*investir l'État*», c'est-à-dire s'assurer la collaboration loyale de tous les fonctionnaires situés aux différents niveaux de l'appareil étatique. Cela n'est pas une tâche facile, surtout pour un parti nouveau venu sur l'échiquier politique. Cela demande du temps, et précisément, le temps c'est ce dont Syriza ne dispose pas.

RESTER OU NON DANS L'UE ?

Par ailleurs, une question se pose pour l'oligarchie comme pour Syriza : la place de la Grèce est-elle à l'intérieur ou à l'extérieur de l'UE ? En Allemagne, nombreux sont ceux qui verraient le départ de la Grèce sans déplaisir ni crainte. Sur un plan strictement économique la défection d'une économie de faible importance comme celle de la Grèce ne présente pas de risque systémique, mais il en va tout autrement d'un point de vue géopolitique. En effet l'Union est aujourd'hui chancelante et des forces centrifuges se font jour. Au-delà de l'étrange position du Royaume-Unis «*un pied dehors, un pied dedans*» l'euroscepticisme ne cesse de marquer des points : en France, qui fut longtemps l'un des moteurs de la construction européenne, après l'échec du référendum sur la Constitution Européenne, le Front National prospère sur un sentiment de rejet ; la Norvège refuse toujours obstinément d'intégrer l'Union ; l'Islande est en train de reconsidérer la possibilité de son adhésion… Bref le projet européen n'est plus attractif et il se pourrait que la défection éventuelle de la Grèce soit le début de la débandade… Pousser la Grèce hors de l'Union serait pour l'oligarchie l'arme ultime… mais qui pourrait aussi engendrer une situation qui deviendrait ● ● ●

vite incontrôlable car cela pourrait aussi amener Syrisa à se tourner, en désespoir de cause, vers la Russie pour tenter de nouer de nouvelles alliances. N'oublions pas que des liens culturels très forts unissent les deux pays, ne serait-ce que l'appartenance commune au monde de la chrétienté orthodoxe. Les intérêts économiques communs sont aussi loin d'être négligeables : la Russie est intéressée par des prises de participation dans le port de Thessalonique, dans la société grecque des chemins de fer et dans le distributeur de gaz grec DESPA. N'oublions pas non plus que la Russie est engagée dans une véritable guerre en Ukraine et qu'elle verrait fort probablement d'un bon œil l'arrivée d'un nouvel allié potentiel. Dans cette perspective, la visite d'Alexandre Tsipras à Moscou début avril, son premier déplacement hors de l'Union Européenne, prend un relief tout particulier[3].

Du côté de Syriza, la sortie de l'Union est aussi problématique. Au-delà des conséquences proprement économiques sur lesquelles les avis divergent largement, il est un fait incontestable que j'ai pu vérifier personnellement à l'occasion de plusieurs voyages : le peuple grec se sent profondément européen. À la veille des élections, un sondage montrait que 85% des Grecs souhaitaient le maintien de leur pays dans l'Union, et il est plus que probable que Syriza ne serait pas arrivé au pouvoir si son programme avait comporté explicitement la sortie de l'Union. Une prise de distance par rapport à l'Europe serait donc vécue en Grèce comme un grave échec et risquerait de couper Syriza d'une fraction non négligeable de son électorat.

Le masque est tombé

On le voit, l'oligarchie joue une fois de plus avec le feu dans une confrontation aux conséquences imprévisibles. Une chose est sûre, le masque est maintenant tombé et l'Union Européenne apparaît pour ce qu'elle est réellement dans son état présent : un simulacre de démocratie, une machine sophistiquée visant à assurer le pouvoir et les privilèges d'une classe d'oligarques parasitaires et irresponsables. Après le refus de tenir compte des résultats des référendums organisés en France et aux Pays-Bas sur le projet de Constitution Européenne, la volonté du peuple grec est maintenant ouvertement bafouée. S'agissant de la Grèce, cet acharnement (notamment allemand) contre un peuple qui a connu les pires vicissitudes, a quelque chose de franchement obscène.

Retour sur l'Histoire

L'histoire de la Grèce est en effet une longue tragédie. La Grèce acquiert son indépendance en 1830 après plus de trois siècles de domination ottomane, mais après une courte période républicaine, la France, le Royaume-Uni et la Russie lui imposent un roi d'origine bavaroise, Othon 1er , qui installe un régime dictatorial. Lors de la Seconde Guerre Mondiale, l'occupation allemande et italienne s'avère particulièrement dure, et la fameuse bataille de Crète, défendue par un corps expéditionnaire anglais, appuyé par un fort contingent de partisans locaux, tourne au carnage faisant près de 8.000 morts (allemands et alliés) en deux semaines. À la libération, le plus puissant des mouvements antinazis, l'EAM-ELAS, d'inspiration communiste, s'oppose aux troupes alliées dans ce qui devait dégénérer en une véritable guerre civile qui se poursuivra jusqu'en 1949. Puis, de 1967 à 1974, le pays subira encore une dictature militaire, dite «*des colonels*», qui va multiplier les persécutions à l'encontre non seulement des partis de gauche, mais envers tous les défenseurs des droits de l'homme. Enfin aujourd'hui, le peuple grec exténué (salaire minimum et retraites divisés par 2, chômage, impossibilité de se soigner pour les plus modestes…) se retrouve seul contre tous à subir les dictats de l'Union Européenne et de ses soi-disant «*partenaires*» qui sont autant de féroces ennemis, et cela sans même le soutien affirmé des différents mouvements sociaux européens qui semblent attendre de mettre, chacun à leur tour, la tête sur le billot…

Ce que l'Europe pouvait pu être

L'union des pays d'Europe fut à l'origine une grande et belle idée. Elle aurait pu être le grand projet du nouveau millénaire.

L'Europe a connu l'expérience du pire avec des guerres interétatiques incessantes, culminant avec les carnages du XXème siècle.

Mais l'Europe disposait aussi d'un socle solide de valeurs communes, philosophiques et culturelles, depuis les penseurs de l'antiquité grecque jusqu'au «*Siècle des lumières*». Elle disposait également d'un regard critique sur le capitalisme dominant élaboré à partir du XIXème siècle avec la pensée marxiste, les socialistes utopiques (Robert Owen, Saint-Simon, Charles Fourrier….) ou libertaires (Pierre-Joseph Proudhon), qui aurait pu lui permettre de dessiner des alternatives, d'approfondir la démocratie et la justice.

L'Europe aurait pu former une entité politique d'un genre nouveau, capable d'engager le dialogue avec les autres cultures du monde, notamment asiatiques, générant ainsi ce que les anglo-saxons nomment «*cross fertilisation*» (littéralement fertilisation réciproque). Une telle démarche ouvrait des perspectives quasiment infinies[4]…

Ainsi l'Europe aurait pu, en quelque sorte, se racheter, elle qui est à l'origine de la plupart des grandes catastrophes qui ont marqué l'humanité : le génocide des Amérindiens, les tragédies de la traite négrière et de la colonisation, l'invention des camps d'extermination. Mais non, la bêtise abyssale d'une poignée d'oligarques, jointe à l'apathie du plus grand nombre, ont donné naissance à un monstre irresponsable voué, une fois de plus, à la domination, à l'élimination de ce qu'il y a de réellement humain en l'homme.

Réformer l'Union de l'intérieur semble impossible tant la gangrène de la corruption, des conflits d'intérêts, du lobbying, s'y est installée ; abattre la bête et revenir aux États-nations n'inspire guère confiance si l'on se réfère au passé. Notre inconscience nous a engagés dans une impasse, il n'y a plus que de mauvaises solutions : une Union poursuivant sa route de plus en plus autoritaire puisque nous savons aujourd'hui que le capitalisme et les profits peuvent prospérer dans le cadre de régimes dictatoriaux comme le montre le cas de la Chine, mais nous pouvons aussi assister à une explosion incontrôlée avec retour aux États- nations du passé, ce qui ne garantirait pas non plus la poursuite d'un processus démocratique, qui n'était peut-être qu'une parenthèse dans l'histoire du capitalisme. Il est d'ailleurs probable que nous n'aurons pas à choisir et que les évènements s'imposeront d'eux-mêmes. Il est aussi possible que l'histoire emprunte un autre chemin auquel nul n'avait songé, que l'aventure grecque débouche sur une sortie de crise positive (notamment si Podemos arrivait au pouvoir en Espagne), réalisant ainsi un nouveau «*miracle grec*».
Mais nous entrons là dans le domaine incertain de la pure spéculation….

Bernard BLAVETTE

Références

1. Il s'agit plutôt d'une redécouverte puisque l'endettement a depuis toujours été utilisé comme moyen de pression et de domination par les pouvoirs en place. Lire *Dette, 5000 ans d'histoire*, par l'économiste et anthropologue étasunien David Graeber – Ed. Les Liens qui Libèrent (2011).
Pour un exposé synthétique de cet ouvrage, voir Bernard Blavette, *Dette et domination*, *GR* 1154.
2. Sur la Révolution Conservatrice voir *Les évangélistes du marché*, par l'économiste britannique Keith Dixon. Ed. Liber/Raisons d'Agir (2008).
3. Voir *Tsipras à Moscou : les raisons d'un rapprochement*, par Amélie Poinssot – Médiapart le 7/4/2015.
4. Sur ce point, consulter l'œuvre du sinologue et philosophe François Julien qui s'attache à définir les passerelles possibles entre les philosophies européennes et chinoises. Lire notamment *Les transformations silencieuses* et *Cette étrange idée du beau*, Le livre de poche/Essais (2010).

Les dogmes de la "sainte économie", que J.Duboin ciblait dans **Kou l'ahuri**, *seraient-ils, enfin, remis en question ? Cela semble bien être l'objectif de cet institut américain sur lequel JEAN-PIERRE MON attire ici notre attention :*

Trop, c'est trop,
parfois même pour les économistes !

«Cette profession doit changer complètement»
C'est par cette phrase que le financier Georges Soros[1] avait conclu les débats animés qui avaient occupé "*l'élite*" de l'économie américaine[2] réunie à Bradford, près de New York, en septembre 2009, après la chute de la banque Lehman Brothers.
Cette conclusion n'est pas restée un vœu pieux puisque quelques mois plus tard, en avril 2010, Soros et quelques autres créaient *l'Institute for New Economic Thinking* (INET). Ce n'était pas non plus un simple titre ronflant car les participants à la conférence fondatrice de l'institut s'attaquèrent sans délai aux trois dogmes fondamentaux de la théorie des marchés : celui des anticipations rationnelles, celui de leur équilibre naturel optimal et celui de leur libre fonctionnement. C'était presque une révolution puisque les "apôtres du marché" ne s'étaient pas laissé démonter par les crises des années 1980 : devant la preuve que les comportements des acteurs économiques pouvaient être irrationnels et même, quelquefois, aller contre leurs propres intérêts, ils avaient fait des contorsions, inventé les concepts d'"économie comportementale", de "marché imparfait" et d'"asymétrie d'information" pour affirmer que la théorie dominante restait toujours valable et que la cause des crises devait être recherchée dans les "écarts par rapport à la pureté du modèle"…!
Mais l'ampleur de cet écart devint tel, après 2008, que ces modèles finirent par s'écrouler. Les travaux de R. Frydman et M. Goldberg réfutent[3] la possibilité d'un équilibre des prix et d'une stabilité des marchés parce que le processus de fixation des prix sur le marché est par essence irrationnel et que le comportement des acteurs est intrinsèquement contingent. «*Nous le savons désormais,* conclut R. Johnson[4], *les marchés sont radicalement incertains. Tout modèle tendant à prédire ou rechercher un équilibre stable est voué à l'échec*». Et J. Stiglitz explique que chercher le *"prix d'équilibre naturel"* est un dogme devenu obsolète et dangereux car il génère austérité et chômage.

Hélas, les politiques publiques continuent à fonctionner en suivant les vieux dogmes ainsi résumés en trois points[5] :

«• *la politique économique doit viser à ce que le niveau "naturel" des prix et le niveau "naturel" de chômage soient respectés ;*

• *L'inflation, c'est-à-dire la hausse des prix au delà de leur optimum de marché, est l'ennemi principal. Les dépenses publiques étant le premier facteur de distorsion des prix, il convient de les réduire, y compris celles qui, en créant des emplois, font passer le chômage sous son taux "naturel" ;*

• *De même, toute hausse du chômage au delà de son taux "naturel" apparaît comme le signe d'un manque de flexibilité du marché de l'emploi et d'une trop grande protection des chômeurs qui empêchent les entreprises d'obtenir la main d'œuvre nécessaire à un coût compatible avec les prix d'équilibre…*».

Ces politiques conduisent à des méfaits aujourd'hui évidents, on peut les constater tous les jours. Mais elles sont pourtant toujours soutenues, imposées, par le FMI, la Banque mondiale, l'OMC et les gouvernements européens, et cela malgré la montée croissante, depuis trente ans, des inégalités dans les pays développés, comme l'a montré Thomas Piketti. Avant lui, dès la conférence inaugurale de l'INET en 2010, l'économiste américain bien connu, James K. Galbraith, avait constaté que «*les inégalités ne sont pas les conséquences microéconomiques des déséquilibres du marché mais qu'elles en sont au contraire la cause macroéconomique*». Pour les économistes de l'INET, il faut donc remettre au centre des politiques économiques publiques la question de la fiscalité redistributive (pas distributive, ils n'en sont pas encore là !) et des transferts sociaux et, face aux problèmes soulevés par le réchauffement climatique, «*il faut trouver des leviers d'action permettant de coopérer autour des "biens communs" que sont le climat, la biodiversité, les ressources naturelles*»[6]. Mais cela implique, et l'INET le dit bien, une refondation totale de l'économie pour lui associer la politique et d'autres disciplines telles que la sociologie, l'anthropologie, l'histoire, etc…

En France, c'est ce que venait d'entreprendre Bernard Maris. Il était convaincu depuis longtemps que la science économique libérale, c'est-à-dire la théorie classique, est fausse : «*Bien entendu*, écrivait-il, *les hommes ne sont ni rationnels ni calculateurs*». Avec ses amis de *l'Association française d'économie politique* (l'AFEP, présidée par André Orléan), il venait de proposer au ministère de créer dans les Universités françaises une deuxième section d'économie appelée «*Institutions, économie, territoire et société*» faisant une large place aux sciences sociales et politiques et non plus à ces théories d'équilibre général des économistes orthodoxes. Mais, «*grâce à l'intervention de Jean Tirole, lauréat 2014 du prix d'économie de la Banque de Suède, auprès de Mme Vallaud-Belkasem, ministre de l'Éducation nationale, les conservateurs partisans de l'économie "science dure" sont en passe de l'emporter*»[7].

Pourtant, comme le montrent les désordres actuels, changer l'économie est devenu une nécessité vitale pour l'humanité. Encore faut-il en convaincre les économistes eux-mêmes et il y a fort à parier que, comme le dit Soros lui-même, «*les fondamentalistes du marché seront les derniers à bouger…*»

Un discours encourageant

Quoiqu'il en soit, l'INET continue son combat et ses conférences. Sa sixième conférence annuelle vient de se tenir à Paris du 8 au 11 avril, au Château de la Muette, siège de l'OCDE. Intitulée «***Liberté, Egalité, Fragilité***» elle était consacrée «*aux dangers que représente pour la société la montée brutale des inégalités dans de nombreuses régions du monde*».

Dans son discours d'accueil, Angel Gurria, secrétaire général de l'OCDE, n'a pas manqué de souligner le titre «*très provocateur*» de la conférence. Il pense néanmoins que ce sujet constitue «*l'un des plus grands défis politiques de notre temps, ce que le Président Obama a décrit comme l'enjeu essentiel de notre époque, le défi multi dimensionnel des inégalités, un défi d'importance croissante pour la plupart des pays, les hommes politiques, les grands esprits comme Piketty et Stiglitz et bien sûr pour l'OCDE*». En effet, rappelle-t-il, dès avant la crise de 2008, l'OCDE s'interrogeait sur la croissance inégale des économies mondiales[8] et, trois ans plus tard, publiait un nouveau rapport dans lequel elle expliquait pourquoi les inégalités continuaient à croitre[9] : les bouleversements technologiques, combinés à des politiques ignorant leurs répercussion sur l'ensemble de la société, ont créé un formidable ouragan de croissance des inégalités car, si les progrès de la technologie sont un facteur clé de la croissance, ils laissent pour compte les personnes peu qualifiées. Gurria aurait aimé dire que, dans le rapport de l'OCDE qui va bientôt paraître, les pays auraient pris des mesures pour harmoniser leurs objectifs économiques et sociaux et que les inégalités allaient finalement commencer à diminuer, mais «*hélas, ça n'est pas le cas*». Les inégalités, ajouta-t-il, continuent de croître, même dans les pays les plus traditionnellement égalitaristes comme l'Allemagne et les pays du nord de l'Europe. L'inégalité des revenus n'est qu'un critère de mesure de l'injustice de nos sociétés. Il y en a malheureusement

bien d'autres, comme l'espérance de vie, la mobilité sociale, la baisse du niveau de vie… Réduire les inégalités est un impératif moral, social et politique, a-t-il poursuivi, mais maintenant nous savons aussi que c'est économiquement intelligent. Il est clair que l'adage «*business as usual*» (=les affaires continuent) n'est plus une option. La pensée économique conventionnelle ne résoudra pas les problèmes d'aujourd'hui. Il faut mettre en place un nouveau modèle qui favorise la participation des femmes, des émigrés, des handicapés, qui garantisse à tous l'accès à des études de qualité quel que soit le niveau économique des parents, qui impose aux riches de payer équitablement leurs impôts et que les politiques fiscales jouent effectivement leur rôle d'égaliseur social.

C'est là un discours encourageant. Peut-on en tirer l'espoir qu'un grande organisation internationale comme l'OCDE va rejoindre les "révolutionnaires économiques" ?

Avoir de nouveaux yeux

Le président de l'INET a commencé par expliquer le titre «*provocateur*» de la conférence. Je traduis des extrtaits de son discours : «*La liberté est, en un sens, le droit de faire ce que l'on veut, sans aucune entrave. Pour les économistes, cette vision de la liberté est évidente. La liberté est également le droit de ne pas subir d'intrusions de la part d'autrui. Dans ce cas, la liberté des uns implique des restrictions pour les autres. L'équilibre entre ces intérêts opposés relève de la gouvernance.* ***Les économistes ne soulignent que rarement cette limitation de la liberté***». Mais l'égalité est souvent rompue «*lorsque quelques uns, grâce à leur pouvoir financier, sont à même de s'emparer de la propagande, du processus électoral et de l'appareil gouvernemental dans leur propre intérêt et au détriment du plus grand nombre. L'échec de la gouvernance à défendre l'intérêt collectif remet en question la légitimité même de la société et l'animosité résultant de cette gouvernance illégitime alimente le cynisme et la fragilité*». Les économistes ne peuvent plus s'isoler «*dans la tour d'ivoire de l'abstraction analytique*». Il faut donc «*une nouvelle pensée économique qui s'intéresse à tout ce qu'il reste à découvrir et à la faillibilité des experts*». […] *La mission de la nouvelle pensée économique est de dépasser les simples modèles mécaniques régissant les rapports humains pour développer une intelligence plus exhaustive des processus qui menacent la cohésion de notre tissus social. Le cœur et l'esprit ne peuvent être dissociés dans cette quête de connaissance plus approfondie* […] *Ce n'est qu'à travers les nouveaux yeux du cœur que sera visible le modèle économique capable de promouvoir le développement de sociétés pérennes. C'est un véritable défi en soi. Comme l'avait dit Einstein : "Il devient indispensable que l'humanité formule un nouveau mode de pensée si elle veut survivre et atteindre un plan plus élevé"*».

Nous ne pouvons qu'approuver, … et regretter que les économistes français soient si peu présents aux conférences de l'INET !

Jean-Pierre MON

Références :

1 - George Soros, est l'un des premiers créateurs de fonds spéculatifs. Il a fait fortune en 1992 en spéculant contre la Livre Sterling.

2 - Entre autres, J. Stiglitz, G. Akerlof, J. Mirrlees, J. Sachs, R. Johnson,…

3 - *Marchés : la fin des modèles standards*, éd. Le Pommier, 2013.

4 - R. Johnson, président de l'INET.

5 - A. Reverchon, *Le Monde, Culture et Idées*, 11/04/2015.

6 - Andrew Sheng, Conférence de l'INET, Berlin 2012.

7 - Hervé Nathan, *Marianne*, 29/01/2015.

8 - Growing Unequal, Publication OCDE, octobre 2008 ?

9 - Divided We Stand, *Why Inequality Keeps Rising*, Publication OCDE, décembre 2011.

La Grande Relève est écrite et mise en pages par des bénévoles et ne vit que grâce à ses abonnés, sans publicités payantes et sans la moindre subvention.
Merci à ses lecteurs qui la font découvrir à leurs proches et les incitent à s'abonner.

La souscription permanente POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE *permet de poursuivre sa publication en modérant son prix et d'en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens de payer l'abonnement, mais tiennent à la lire et la diffuser.*

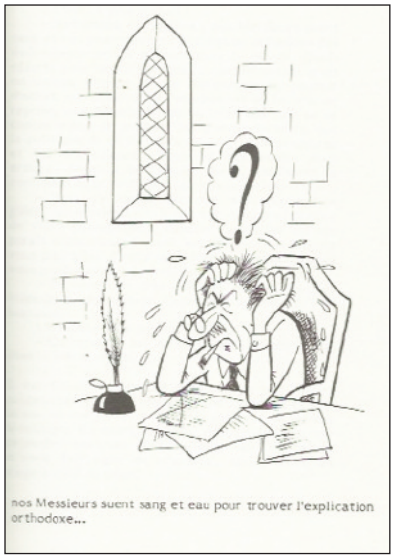
Y ont contribué ce mois-ci:

Mme Casanova 37 – R. Villedary 85 – A. Villegier 57 – J. Chaudieu 49 – R. Charpentier 27 – P. Oger 17 – T. Delaunay 14. Total 286 euros. ***Merci à tous !***

Et merci aux abonnés qui, pour éviter des frais de rappel, observent la date d'échéance de leur abonnement : elle est indiquée sur l'étiquette de l'enveloppe sous laquelle ils reçoivent leur journal.

Il y a 80 ans, JACQUES DUBOIN contestait déjà ces mêmes dogmes soutenus par les économistes classiques… qui ne lui ont pas pardonné d'avoir aiguisé son esprit pour dénoncer leur entêtement. Voici en effet des extraits du livre ***Kou l'ahuri, ou la misère dans l'abondance****, qu'il publia en 1934. Plus de soixante ans après, en 1996, il fut mis en scène au théâtre par Christine Delmotte. Il est toujours, hélas, d'actualité ! Qu'on en juge :*

Déjà, il y a 80 ans…



Au milieu des années trente, du siècle dernier, un extraterrestre, Kou, est envoyé en France pour enquêter sur les malheurs qui frappent ce pays. Grâce à un privilège exceptionnel, il est autorisé à visiter l'Abbaye de Sainte Économie.

C'était un grand bâtiment dressant sa masse sombre au milieu de la campagne déserte. Je fus frappé par l'absence de toutes fenêtres ; elles étaient remplacées par quelques lucarnes qui s'ouvraient à des hauteurs inusitées, à croire que les gens du dedans ne devaient jamais regarder au dehors. Je frappai à une petite porte surmontée du buste d'un monsieur, sous lequel je lus : Saint Jean Baptiste Say ».

[…] Après les formalités d'usage, le Père Visiteur amène Kou à la grande bibliothèque. Chemin faisant, remarquant combien il fait sombre, Kou demande :

— Pourquoi a-t-on placé les lucarnes si haut qu'elles éclairent à peine ?»

— C'est, répond le guide, que les gens qui sont ici ne doivent pas s'intéresser à ce qui se passe ailleurs. C'est la règle, et, pour qu'on l'observe facilement, les carreaux sont à des hauteurs inaccessibles».

Le guide fait ensuite entrer Kou dans la grande salle de travail de "ces Messieurs".

Je distinguai péniblement des tables couvertes de papiers. Tout autour de la pièce, des armoires basses étaient remplies de livres ; sur chacune d'elles, je reconnus les portraits des Physiocrates. Mais, ce qui m'étonna le plus, ce furent des piles et des piles de livres s'élevant, dans chaque coin, jusqu'au plafond.

—Que de livres, observai-je ! Elle est prodigieuse cette bibliothèque !

— Ah ! répondit mon guide en hochant la tête, elle est unique au monde : tous les chefs-d'oeuvre de l'économie politique […]

— Mais, dis-je, je ne vois que de vieux auteurs, votre collection d'ouvrages modernes se trouve donc ailleurs ?

— Ah ! répondit-il avec un sourire, Monsieur Kou voudrait donc voir ici des œuvres modernes ? Qu'il sache que notre abbaye contient exclusivement les œuvres des économistes qui découvrirent les lois éternelles régissant les rapports sociaux des hommes. Ces économistes vivaient dans le siècle, allaient et venaient comme ils le voulaient à la recherche des fameuses lois. Mais dès qu'ils les eurent découvertes, ils se réunirent ici pour les conserver pieusement. Depuis lors, les économistes sont cloîtrés et vivent en cénobites avec tous les matériaux qu'avaient accumulés leurs maîtres vénérés. À partir de ce moment-là, aucun document étranger n'a été autorisé à pénétrer ici, car il risquerait de souiller le monument élevé par Saint Jean-Baptiste (Say) et ses disciples» […].«Suivez moi, il vous faut apercevoir ces Messieurs; l'heure approche où ils s'assemblent chaque jour dans la grande salle capitulaire.

Nous quittâmes donc l'immense bibliothèque où nous n'avions aperçu jusqu'ici âme qui vive, pour prendre de longs couloirs obscurs et déserts. De loin en loin, le Père Visiteur entr'ouvrait une porte et me permettait de risquer un œil à la dérobée. J'apercevais des pièces sombres encombrées de livres et de documents.

— Ce sont, me dit-il, les cellules réservées où s'enferment ceux de nos messieurs qui veulent plus complètement pénétrer la pensée intime d'un grand maître».

[…] Enfin, nous pénétrâmes dans la grande salle du chapitre dont l'allure sévère provoqua mon admiration. Dans le clair obscur, j'aperçus des stalles de bois sculpté disposées à droite et à gauche. Au fond, je devinai la silhouette de Saint Jean-Baptiste (Say) qui se profilait sur la verrière.

— Ne bougeons pas, dit le Père Visiteur, ils vont entrer. À ce moment, des hommes pénétrèrent dans la salle du chapitre et se dirigèrent vers les stalles qui, une à une, se remplirent. Le Père Visiteur voulut bien me nommer quelques-uns des arrivants et les dépeindre agréablement.

—Celui-ci, c'est le Père Momier, … C'est notre révérendissime.

Il ajouta plus bas : «historien, venu tard à la Sainte-Économie, mais qui sut rattraper le temps perdu. Il en a fait une brillante traduction à l'usage des gens très riches». «Il en tire vanité et des ressources dont nous profitons tous», ajouta-t-il dans un murmure.

Le Père Momier parut se recueillir… .
— Sans doute prépare-t-il l'office du jour», dis-je à mon guide.
— Pourquoi faire ? me répondit-il, c'est tous les jours le même…
— Qui est celui-ci, demandai-je, montrant un Père qui s'était installé sans saluer, et dont l'abord était aigre et renfrogné.
— Le Père Pèze, me répondit-il, autrement dit la science financière faite homme. Confesseur attitré de plusieurs de nos législateurs, il est encore, en outre, le conseil financier éclairé de la plupart des gouvernements européens. Il est vrai, ajouta-t-il en se rapprochant de moi, qu'ils sont tous en faillite, mais cela n'enlève rien, affirme-t-il, à la renommée universelle qu'il croit avoir…
Furtivement, un retardataire venait de se glisser dans sa stalle.
— Qui est-ce ? dis-je à mon cicérone . Le Père Visiteur ne l'épargna point :
— C'est le Père Trist, esprit très fort, mais, comment dirai-je, à tendances un peu inquiétantes, presque non-conformistes. Oh ! rien de grave, ajouta-t-il avec un sourire. Un jour ne l'a-t-on pas aperçu juché sur un escabeau, essayant de regarder au dehors par la lucarne du réfectoire ! Fort heureusement, sa vue n'alla pas bien loin...
L'office allait commencer, car le Révérendissime venait de donner un coup sec de sa claquette.
— Confrères, dit-il, martelant les syllabes et plaçant l'accent tonique sur la première, je vais réciter, à votre intention, l'oraison de l'équilibre budgétaire.
D'une voix monocorde, et tandis que tous s'inclinaient, le Père Abbé énuméra les avantages d'une sage administration financière. Je saluai au passage la pénultième et l'ante-pénultième, lorsque les confrères se redressèrent épanouis : «Laissez faire, laissez passer», crièrent-ils d'une seule voix.
J'entendis alors défiler les antiennes du psautier: les litanies de la saine monnaie, le cantique de la déflation, tandis qu'après chacun de ces chants retentissait le même répons bref du choeur : Laissez faire, laissez passer !
Suivirent deux beaux psaumes. Le premier, en ut majeur, commençait par ces mots : «La concurrence est aux hommes ce que le soleil est à la nature» ; le second, en la mineur, débutait ainsi : «Elle est enfin venue la grande Pénitence pour faire expier tes excès de labeur», etc.
Au bout d'une demi-heure, les chants cessèrent et tous les confrères parurent se recueillir un instant.
Alors, brusquement, les yeux au ciel, ils entonnèrent tous, à pleine voix, l'hymne sublime à la confiance qui fit trembler les vitraux.
C'était tout. L'office était terminé.

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

tarifs maintenus malgré l'augmentation de ceux de la Poste pour la presse, le 1er janvier dernier

France, *régime intérieur pour la Poste.* . . . . . .23 euros.
(soutien : + 14 *euros par an, par exemplaire en plus, chaque mois)*
DOM . . . . . .26 euros.
TOM . . . . . .29 euros.
Régime international, *suivant les zones redéfinies par la Poste au premier janvier 2014 :*
Zone 1 (Bénélux, Espagne,R-U, Suisse, …).....29 euros.
Zone 2 (autres pays européens) . . . . . .28 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis,…) . . . . . 30 euros.
Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,…) . . . . . .31 euros.

RÈGLEMENTS :
par chèque bancaire ou postal, établi à l'ordre de
La Grande Relève
et envoyé
88 Bd Carnot
78110 Le Vésinet France
N° de compte à la banque postale 1340239M020
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) DE *LA GRANDE RELÈVE* À PARTIR DU N° .....
VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE, SELON LES NORMES IMPOSÉES PAR LA POSTE :

PRÉNOM, NOM .....
IMMEUBLE .....
N° ET VOIE .....
CODE POSTAL ET COMMUNE ☐☐☐☐☐.....

Je commande les ouvrages suivants : .....
....
....
J'envoie pour cela la somme de ..... euros
par chèque .....
date signature

CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, il faut que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse plus la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix.

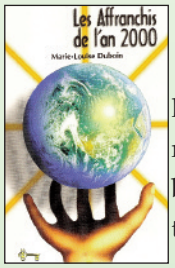
Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont ainsi deux flux permanents qui s'équilibrent. L'intensité de ces flux est définie par les citoyens, qui décidant démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres.

Les décisions prises n'ayant ainsi plus de retombées financières personnelles, c'est l'intérêt général qui prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR :

- ***JACQUES DUBOIN***
  Extraits choisis dans son œuvre (1 euro).

- ***ET SI ON CHANGEAIT ?***
  Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (3,8 euros).



- ***LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000***
  Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (13 euros).

- ***MAIS OÙ VA L'ARGENT ?***
  l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer. (édition du Sextant, 240 pages,13 euros)

- D'anciens numéros sont disponibles (1 euro)
- *Épuisés sur papier, des textes sont téléchargeables sur notre site internet. Par exemple:*
- **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**
  le texte d'une conférence d'ANDRÉ PRIME.

Tous les prix indiqués sont franco de port.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié

(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement, impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool)

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone, *seulement le lundi après-midi*, 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Nouveau site internet : http://www.economiedistributive.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)